

2



**transat**

Rapport trimestriel  
Période terminée le  
30 avril 2004



#### Les agences de voyages et la distribution

Club Voyages

exitnow.ca

TravelPlus

Voyages en Liberté

Club Voyages (France)

#### Les voyagistes expéditifs

Auratour

Kilomètre Voyages

Révatours

Vacances Air Transat Holidays

World of Vacations/Nolitour

BrokAir

Look Voyages

Vacances Air Transat (France)

#### Le transport aérien

Air Transat

Handlex

Star Airlines

#### Les voyagistes réceptifs et les services à destination

Air Transat Holidays USA

Cameleon

DMC Transat

Jonview Canada

Trafic Tours

Tourgreece

Amérique du Nord

Europe

Transat A.T. inc. est une société intégrée qui se spécialise dans l'organisation, la commercialisation et la distribution de voyages vacances. Le cœur de son organisation est formé de voyagistes implantés au Canada et en France. Transat est également active dans le transport aérien et les services à valeur ajoutée offerts à destination. Enfin, Transat s'est assurée d'une présence dynamique dans la distribution par l'entremise de réseaux d'agences de voyages.

Transat est avant tout une équipe qui privilégie la rigueur et l'efficacité afin d'offrir à une très vaste clientèle des voyages vacances de qualité, à des prix accessibles. Déjà considérée comme un chef de file au Canada, Transat entend conserver sa notoriété dans l'industrie du voyage vacances en Amérique du Nord et en Europe, en continuant de faire du client sa priorité.

[www.transat.com](http://www.transat.com)

#### Siège social

Transat A.T. inc.  
Place du Parc  
300, rue Léo-Pariseau, bureau 600  
Montréal (Québec) H2X 4C2  
Téléphone : (514) 987-1660  
Télécopieur : (514) 987-8035

#### Agent des transferts et agent comptable des registres

Société de fiducie Computershare  
du Canada

#### Cote officielle

Les actions ordinaires  
et les débetures cotées de  
la société sont inscrites à la cote  
de la Bourse de Toronto sous  
les symboles TRZ et TRZ.DB.

# Rapport de gestion

## Points saillants financiers des trimestres et semestres terminés les 30 avril

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres				Semestres			
	2004 \$	2003 \$	Écart \$	Écart %	2004 \$	2003 \$	Écart \$	Écart %
<b>États consolidés des résultats</b>								
Revenus	696 224	718 822	(22 598)	(3,1)	1 233 424	1 247 898	(14 474)	(1,2)
Marge <sup>1</sup>	79 341	40 446	38 895	96,2	96 286	45 245	51 041	112,8
Bénéfice net	45 453	15 376	30 077	195,6	48 260	8 402	39 858	474,4
Résultat de base par action	1,35	0,45	0,90	200,0	1,41	0,21	1,20	571,4
Résultat dilué par action	1,10	0,39	0,71	182,1	1,18	0,21	0,97	461,9
<b>États consolidés des flux de trésorerie</b>								
<b>Activités d'exploitation</b>								
	36 709	2 992	33 717	1 126,9	129 667	65 315	64 352	98,5
	Au 30 avril 2004 \$	Au 31 octobre 2003 \$	Écart \$	Écart %				
<b>Bilans consolidés</b>								
<b>Espèces et quasi-espèces</b>								
	427 850	349 125	78 725	22,5				
<b>Dette</b>								
<b>(à court terme et à long terme)</b>								
	32 055	65 331	(33 276)	(50,9)				
Dette totale <sup>2</sup>	568 127	595 249	(27 122)	(4,6)				
Dette nette <sup>3</sup>	238 383	352 297	(113 914)	(32,3)				

<sup>1</sup> Les revenus moins les dépenses d'exploitation (mesure financière non conforme aux PCGR utilisée par la direction comme indicateur pour évaluer la performance opérationnelle continue et la performance opérationnelle récurrente).

<sup>2</sup> La dette plus les ententes hors bilan présentées à la page 10 (mesure financière non conforme aux PCGR utilisée par la direction pour déterminer les besoins futurs de liquidités de la société).

<sup>3</sup> La dette totale moins les espèces et quasi-espèces non détenues en fiducie ou autrement réservées (voir la note 3 afférente aux états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés pour le deuxième trimestre de 2004) (mesure non conforme aux PCGR utilisée par la direction pour estimer sa situation de trésorerie).

Le présent rapport de gestion passe en revue l'exploitation de Transat A.T. inc., sa performance et sa situation financière pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2004 par rapport au trimestre et au semestre terminés le 30 avril 2003 et doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour les deuxièmes trimestres de 2004 et 2003, les notes y afférentes et le rapport annuel 2003 qui comprend le rapport de gestion et une section sur les risques et incertitudes. L'objet du présent document est de présenter une mise à jour sur le deuxième trimestre de l'information présentée dans le rapport de gestion de notre rapport annuel 2003. Les risques et incertitudes énoncés dans le rapport de gestion du rapport annuel 2003 et dans la notice annuelle 2004 déposés auprès des commissions canadiennes des valeurs mobilières sont intégrés aux présentes par renvoi et demeurent en substance inchangés.

Ce rapport de gestion contient également certaines déclarations prospectives à l'égard de la société. En soi, ces déclarations prospectives comportent des risques et des incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospectives. Nous considérons que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables, mais nous avisons le lecteur que ces hypothèses à l'égard d'événements futurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté, pourraient se révéler incorrectes puisqu'elles sont soumises à des risques et à des incertitudes qui touchent nos activités. L'information présentée dans ce rapport de gestion est datée du 10 juin 2004.

Nos états financiers sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada («PCGR»). Dans ce rapport de gestion, nous présenterons parfois des mesures financières non conformes aux PCGR. Ces mesures n'ont pas de sens prescrit par les PCGR, et il est donc peu probable que l'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Elles ont pour objet d'apporter de l'information supplémentaire et ne devraient pas remplacer d'autres mesures du rendement préparées en vertu des PCGR. Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les expressions «Transat», «nous», «notre» ou la «société», sauf indication contraire, désignent Transat A.T. inc. et ses filiales.

## APERÇU

Transat compte parmi les plus grands fournisseurs entièrement intégrés de voyages vacances et de services de voyage de calibre international en Amérique du Nord. Nous exerçons nos activités uniquement dans le secteur des voyages vacances, et dans deux secteurs géographiques, plus précisément le Canada et la France.

L'activité principale de Transat réside en des forfaits voyages vacances et des vols nolisés.

Transat a comme objectifs de maintenir son leadership au Canada et de conserver sa notoriété dans le secteur des voyages vacances en Amérique du Nord et en Europe.

La stratégie de croissance à long terme de la société exige qu'elle se concentre sur ses activités principales : les voyages vacances et leurs produits connexes. Notre stratégie vise surtout la maximisation de la valeur pour nos actionnaires.

Nous avons défini les objectifs suivants pour l'exercice 2004 :

- ramener Look Voyages à la rentabilité en 2005;
- poursuivre l'intégration de la technologie Internet à notre modèle d'entreprise;
- tirer profit des gains de souplesse et continuer de diminuer les coûts du transporteur aérien;
- repositionner notre marque sur le marché afin d'appuyer notre stratégie d'intégration verticale;
- recenser des possibilités de croissance en Amérique du Nord et en France.

Afin de réussir la mise en œuvre de notre stratégie et d'atteindre nos objectifs, nous avons recensé les principaux inducteurs de performance suivants :

- part de marché;
- réduction des coûts;
- marge.

Notre capacité de réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés repose sur nos ressources financières et non financières. Nos ressources financières comprennent des soldes d'encaisse solides qui ne sont pas détenus en fiducie ou autrement réservés et nos lignes de crédit. Nos ressources non financières regroupent notre image de marque, notre structure, nos relations avec les fournisseurs et nos employés.

Nos activités, nos stratégies et nos objectifs, de même que des inducteurs de performance et les ressources requises pour mettre en œuvre ces stratégies et atteindre nos objectifs, sont traités plus en détail dans notre rapport annuel 2003.

## ACQUISITIONS

Le 10 juin 2004, la société a acquis une participation additionnelle de 50 % dans Tourgreece S.A. («Tourgreece»), un voyageur réceptif, pour une contrepartie en espèces de 1,6 million d'euros [2,6 millions de dollars]. Cette acquisition sera comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple et les résultats de Tourgreece seront consolidés à ceux de la société à compter de la date d'acquisition. Avant cette date, les résultats étaient comptabilisés selon la méthode de la valeur de consolidation.

À l'issue de cette transaction, la participation de la société dans Tourgreece sera de 90 %. En vertu de l'entente, la société bénéficie d'une option d'achat relativement à l'acquisition du solde des actions qu'elle peut exercer en tout temps avant 2011.

Le 8 avril 2004, la société a réalisé l'acquisition de la participation restante de 50 % dans Jonview Corporation («Jonview»), voyageur réceptif, en partenariat avec le Fonds de Solidarité FTQ (un actionnaire minoritaire de Jonview) pour une contrepartie de 12,8 millions de dollars, dont 0,1 million de dollars en coûts d'acquisition.

Un montant total de 9,6 millions de dollars a été versé au comptant à la clôture de la transaction, et le solde sera payé en trois versements d'ici septembre 2006, également au comptant. Dans le cadre de cette opération, une débenture de 3,2 millions de dollars a été émise à l'actionnaire minoritaire afin de financer une partie de cette acquisition.

L'opération a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple. Les résultats d'exploitation de Jonview ont été inclus dans les résultats de la société depuis le 8 avril 2004, date de l'acquisition.

À l'issue de cette opération, nous détenons une participation d'environ 80 % dans Jonview. Voir la note 7 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

## RÉSULTATS CONSOLIDÉS

*Comparaison des résultats du trimestre terminé le 30 avril 2004 à ceux du trimestre terminé le 30 avril 2003 et des résultats du semestre terminé le 30 avril 2004 à ceux du semestre terminé le 30 avril 2003*

Les résultats de la Société Anyway, qui a été vendue au cours de l'exercice 2003, ne sont pas présentés à titre d'activités abandonnées pour le deuxième trimestre et le premier semestre comparatifs puisqu'ils étaient négligeables.

Revenus (en milliers de dollars)

Trimestres				Semestres			
2004	2003	Écart	Écart	2004	2003	Écart	Écart
\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
696 224	718 822	(22 598)	(3,1)	1 233 424	1 247 898	(14 474)	(1,2)

Nous tirons nos revenus des voyagistes expéditifs, du transport aérien, des agences de voyages, de la distribution, des voyagistes réceptifs et des services offerts à destination.

Dans l'ensemble, nos revenus ont diminué de 22,6 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2004 en regard du trimestre correspondant de 2003, et de 14,5 millions de dollars pour le premier semestre de 2004 comparativement à la même période en 2003.

Ces diminutions sont le résultat d'une combinaison de facteurs, dont la réorganisation d'Américanada, notre voyagiste canadien, en 2003. Nous avons constaté des revenus de respectivement 10,5 millions de dollars et 20,3 millions de dollars pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2003 relativement aux activités d'Américanada, alors qu'aucun revenu n'a été constaté pour l'exercice 2004. Notre détermination à améliorer nos marges a été un autre facteur décisif de ces diminutions. Il y a eu une réduction du nombre de passagers en vol sec (les lignes aériennes comptabilisent les segments de vol en passagers) en France ainsi qu'une baisse de la capacité globale et des revenus de tiers générés par Air Transat, notre ligne aérienne canadienne, contrebalancées en partie par une croissance du nombre de voyageurs (les voyagistes comptabilisent les voyageurs en aller-retour) chez nos voyagistes canadiens et français.

Ces facteurs s'alignent sur notre stratégie de croissance à long terme. Notre détermination à améliorer nos marges nous a amené à axer nos efforts sur nos activités principales, soit les voyages vacances et leurs produits connexes. En conséquence, nous offrons le transport aérien à titre de composante d'un forfait voyage, ce qui a entraîné le regroupement de nos voyagistes canadiens ainsi que l'utilisation de nos aéronefs au Canada par nos voyagistes internes. Nous avons également conclu une entente avec WestJet Airlines Ltd. en 2003 afin que soient pris en charge les passagers que nous ne pouvions desservir. Notre orientation sur les forfaits vacances a également conduit à notre retrait du marché des vols secs en France. La combinaison de ces facteurs a provoqué un léger recul des revenus et une importante baisse des dépenses.

## Dépenses d'exploitation (en milliers de dollars)

	Trimestres				Semestres			
	2004 \$	2003 \$	Écart \$	Écart %	2004 \$	2003 \$	Écart \$	Écart %
Frais directs	357 484	368 762	(11 278)	(3,1)	641 328	618 865	22 463	3,6
Commissions	62 999	60 746	2 253	3,7	114 990	111 959	3 031	2,7
Salaires et avantages sociaux	55 888	62 366	(6 478)	(10,4)	111 409	123 553	(12 144)	(9,8)
Carburant	29 441	40 713	(11 272)	(27,7)	54 614	75 629	(21 015)	(27,8)
Coûts d'entretien	26 764	36 711	(9 947)	(27,1)	47 747	68 910	(21 163)	(30,7)
Location d'aéronefs	14 605	20 240	(5 635)	(27,8)	28 519	40 404	(11 885)	(29,4)
Frais d'aéroports et de navigation	11 555	14 714	(3 159)	(21,5)	25 279	29 675	(4 396)	(14,8)
Divers	58 147	74 124	(15 977)	(21,6)	113 252	133 658	(20 406)	(15,3)
	<b>616 883</b>	<b>678 376</b>	<b>(61 493)</b>	<b>(9,1)</b>	<b>1 137 138</b>	<b>1 202 653</b>	<b>(65 515)</b>	<b>(5,4)</b>

Nos dépenses d'exploitation englobent principalement les frais directs, les commissions, les salaires et avantages sociaux, le carburant, les coûts d'entretien, la location d'aéronefs et les frais d'aéroports et de navigation.

Dans l'ensemble, nos dépenses d'exploitation ont diminué de 61,5 millions de dollars pour le trimestre à l'étude comparativement au trimestre correspondant de 2003, et de 65,5 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2004 par rapport à la même période en 2003.

Les frais directs ont légèrement reculé pour le trimestre à l'étude, mais sont demeurés stables en pourcentage des revenus, atteignant 51,3 %. Pour le premier semestre de l'exercice 2004, ces mêmes frais ont grimpé de 3,6 %, totalisant 52,0 % des revenus, contre 49,6 % des revenus pour la période correspondante de 2003, en raison surtout de notre entente de partenariat avec WestJet.

Les salaires et les avantages sociaux ont chuté de respectivement 10,4 % et 9,8 % pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2004 comparativement aux périodes correspondantes de 2003, résultat direct de nos efforts de restructuration entrepris en 2003, qui ont entraîné l'élimination de plus de 700 postes.

La baisse des frais de carburant, d'entretien, de location d'aéronefs, d'aéroports et de navigation qui ressort de la comparaison des deuxièmes trimestres et premiers semestres de 2004 et 2003 est également attribuable à nos efforts de restructuration, qui ont donné lieu à la suppression graduelle de nos appareils Lockheed L-1011-500 restants au Canada.

Par suite de la baisse des dépenses susmentionnées, nos marges ont augmenté à 11,4 % pour le trimestre à l'étude en regard de 5,6 % pour le trimestre correspondant de 2003, et se sont élevées à 7,8 % pour le premier semestre de l'exercice 2004, par rapport à 3,6 % pour la même période en 2003.

## SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

### Revenus (en milliers de dollars)

	Trimestres				Semestres			
	2004 \$	2003 \$	Écart \$	Écart %	2004 \$	2003 \$	Écart \$	Écart %
Canada	554 479	558 987	(4 508)	(0,8)	993 373	976 336	17 037	1,7
France et autres	141 745	159 835	(18 090)	(11,3)	240 051	271 562	(31 511)	(11,6)
Total	<b>696 224</b>	<b>718 822</b>	<b>(22 598)</b>	<b>(3,1)</b>	<b>1 233 424</b>	<b>1 247 898</b>	<b>(14 474)</b>	<b>(1,2)</b>

## Dépenses d'exploitation (en milliers de dollars)

	Trimestres				Semestres			
	2004 \$	2003 \$	Écart \$	Écart %	2004 \$	2003 \$	Écart \$	Écart %
Canada	470 897	517 743	(46 846)	(9,0)	884 185	921 857	(37 672)	(4,1)
France et autres	145 986	160 633	(14 647)	(9,1)	252 953	280 796	(27 843)	(9,9)
Total	616 883	678 376	(61 493)	(9,1)	1 137 138	1 202 653	(65 515)	(5,4)

### Canada

Au Canada, les revenus ont légèrement fléchi pour le deuxième trimestre et légèrement augmenté pour le premier semestre de l'exercice 2004 en regard des périodes correspondantes de 2003. Une fois prise en considération la perte de revenus d'Américanada, les revenus montrent également une progression pour le trimestre à l'étude. Ces progressions sont attribuable à une hausse respective de 7,5 % et 5,3 % du nombre de voyageurs pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2004 par rapport aux périodes correspondantes de 2003, neutralisée par une réduction des ventes aux voyageurs externes (soit les voyageurs ne faisant pas partie du groupe de sociétés de Transat). La demande a été forte pour les destinations vers les Caraïbes, l'Europe et la Floride. La majoration des prix a également contribué à cette progression.

L'effet de la restructuration entreprise en 2003 a continué à se faire sentir pendant le trimestre et le semestre à l'étude. Le regroupement de nos voyageurs et de nos activités de distribution au Canada menant à une meilleure gestion des sièges d'avion et des chambres d'hôtel, combinée à une meilleure utilisation des appareils restants en plus d'une réduction des dépenses et à une recrudescence de la demande de la part des voyageurs, a entraîné une amélioration des marges. Pour le trimestre à l'étude, nos marges ont été portées à 15,1 % en regard de 7,4 % au deuxième trimestre de 2003, et se sont hissées à 11,0 % pour le premier semestre de 2004, par rapport à 5,6 % pour la même période en 2003.

### France et autres

En Europe, les revenus et les dépenses ont diminué pendant le trimestre et le semestre à l'étude par rapport aux périodes correspondantes de 2003, se traduisant par des marges négatives.

Malgré la hausse respective de 7,0 % et 8,9 % du nombre de voyageurs pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2004, nos activités françaises ont enregistré des revenus inférieurs et des marges négatives en raison d'un repli d'environ 22 % du nombre de passagers en vol sec chez Look Voyages pour ces périodes.

La hausse du nombre de voyageurs tient principalement à la demande accrue pour les voyages long-courriers de l'Europe vers les Caraïbes tant chez Vacances Air Transat (France) que chez Look Voyages à des prix inférieurs dans l'ensemble. Ces prix inférieurs sont le résultat de pressions concurrentielles.

### Amortissement

L'amortissement est calculé sur les immobilisations et les autres actifs, constitués principalement de frais de financement à long terme et de frais de mise en exploitation.

L'amortissement est passé de 10,4 millions de dollars à 8,7 millions de dollars, un déclin de 1,7 million de dollars, soit 16,4 % pour le trimestre à l'étude. En outre, pour le premier semestre de l'exercice 2004, l'amortissement a fléchi de 2,6 millions de dollars, soit 11,9 %, passant de 21,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent à 18,9 millions de dollars. Ces baisses tiennent à une réduction des soldes d'immobilisations corporelles générales, compensée par l'accélération de l'amortissement des derniers appareils Lockheed L-1011-500.

### Intérêt

Les intérêts sur la dette à long terme, les obligations en vertu de contrats de location-acquisition et les débetures sont demeurés inchangés pour le deuxième trimestre de 2004 comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, mais ont reculé de 0,8 million de dollars, soit 15,5 %, pour le premier semestre de l'exercice 2004 en regard du premier semestre de 2003. Ce recul découle de la baisse de la dette.

Les autres frais d'intérêts et frais financiers sont restés relativement stables au cours du deuxième trimestre de 2004 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et ils ont fléchi de 1,0 million de dollars, soit 46,9 %, pour le premier semestre de l'exercice 2004 comparativement au premier semestre de 2003. Ce fléchissement est attribuable à la réduction des emprunts bancaires moyens pour nos activités françaises.

Les revenus d'intérêts et autres ont grimpé de respectivement 2,0 millions de dollars, soit 114,0 %, et 2,1 millions de dollars, soit 51,4 %, pour le trimestre et le semestre à l'étude par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces hausses sont attribuables à un dividende de 1,4 million de dollars reçu de Star Airlines S.A. («Star») au cours du trimestre et de la montée des soldes d'encaisse. Du dividende de 1,4 million de dollars, 1,1 million de dollars ont été comptabilisés à titre de revenu de dividende et 0,3 million de dollars ont été comptabilisés à titre de réduction de la valeur comptable de Star. *Voir la rubrique Modifications comptables.*

### Gain de change sur les éléments monétaires à long terme

Le gain de change sur les éléments monétaires à long terme a reculé de 1,6 million de dollars, soit 92,5 %, passant de 1,8 million de dollars à 0,1 million de dollars pour le trimestre à l'étude. Pour le premier semestre de l'exercice 2004, ce gain a reculé de 2,0 millions de dollars, soit 72,8 %, pour s'établir à 0,8 million de dollars, contre 2,8 millions de dollars pour la même période en 2003. Ces reculs tiennent tant à la réduction de l'endettement qu'à l'incidence favorable du taux de change.

### Quote-part du bénéfice net (de la perte nette) des sociétés satellites

Depuis le 1<sup>er</sup> février 2004, nous ne comptabilisons plus notre placement dans Star, notre société aérienne française, à la valeur de consolidation ayant présentement une valeur au livre de 1,0 million de dollars. Bien que nous détenions toujours 44,3 % des actions avec droit de vote de Star, nous n'exerçons plus une influence notable sur ses politiques stratégiques en matière d'exploitation, d'investissement et de financement. De plus, nous ne sommes pas en mesure d'obtenir suffisamment d'information pour la comptabilisation à la valeur de consolidation. *Voir la rubrique Modifications comptables.*

Le fait que nous ne comptabilisons pas de participation dans Star pour le trimestre à l'étude constitue le principal facteur expliquant l'écart révélé par la comparaison du deuxième trimestre et du premier semestre de 2004 avec les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces dernières périodes comprenaient des pertes subies par Star en raison de la situation en France à l'exercice 2003, soit les préoccupations de santé liées au SRAS, la conjoncture économique en France et la surcapacité sur le marché français. Nous avions prévu un écart encore plus prononcé étant donné que nous nous attendions à ce que Star soit rentable pendant le trimestre.

### Impôts sur les bénéfices

Pour le trimestre terminé le 30 avril 2004, les impôts sur les bénéfices ont atteint 26,5 millions de dollars, en regard de 10,2 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu de la quote-part du bénéfice net (de la perte nette) des sociétés satellites, le taux d'imposition réel s'est établi à 36,9 % pour le trimestre terminé le 30 avril 2004 et à 38,1 % pour le trimestre terminé le 30 avril 2003.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2004, les impôts sur les bénéfices ont totalisé 29,4 millions de dollars, contre 8,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu de la quote-part de la perte nette des sociétés satellites, le taux d'imposition réel s'est établi à 37,1 % pour le semestre terminé le 30 avril 2004 et à 40,0 % pour la même période en 2003.

Pour les deux périodes comparatives susmentionnées, la réduction de notre taux d'imposition réel par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent est principalement attribuable à la baisse du taux d'imposition fédéral prévu par la loi au Canada, qui était pratiquement adopté par l'administration fiscale canadienne pour l'exercice en cours.

### Bénéfice net

En conséquence des éléments présentés à la rubrique Résultats consolidés, notre bénéfice net s'est élevé à 45,5 millions de dollars, soit 1,35 \$ l'action, pour le trimestre terminé le 30 avril 2004 comparativement à un bénéfice net de 15,4 millions de dollars, soit 0,45 \$ l'action, pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent (bénéfice net de 18,0 millions de dollars, soit 0,52 \$ l'action, exclusion faite des effets après impôts des coûts de restructuration). Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 33 160 000 pour le deuxième trimestre de 2004 et de 32 758 000 pour le trimestre correspondant de 2003.

Notre bénéfice net s'est établi à 48,3 millions de dollars, soit 1,41 \$ l'action, pour le premier semestre de l'exercice 2004, en regard d'un bénéfice net de 8,4 millions de dollars, soit 0,21 \$ l'action, pour la période correspondante de 2003 (bénéfice net de 11,0 millions de dollars, soit 0,29 \$ l'action, exclusion faite des effets après impôts des coûts de restructuration). Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 33 048 000 pour le premier semestre de 2004 et de 32 726 000 pour la même période en 2003.

Le résultat dilué par action a atteint 1,10 \$ pour le deuxième trimestre de 2004, contre 0,39 \$ pour le trimestre correspondant de 2003 (résultat dilué par action de 0,46 \$, exclusion faite des effets après impôts des coûts de restructuration), et 1,18 \$ pour le premier semestre de l'exercice 2004, en regard de 0,21 \$ pour la même période en 2003 (résultat dilué par action de 0,29 \$, exclusion faite des effets après impôts des coûts de restructuration). Le nombre moyen pondéré rajusté d'actions ordinaires utilisé pour calculer le résultat dilué par action s'est élevé à 41 331 000 pour le trimestre à l'étude et à 39 094 000 pour le trimestre correspondant de 2003. Le nombre moyen pondéré rajusté d'actions ordinaires utilisé pour calculer le résultat dilué par action s'est élevé à 41 084 000 pour le premier semestre de l'exercice 2004 et à 33 188 000 pour la même période en 2003. *Voir la note 4 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.*

## SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Flux de trésorerie (en milliers de dollars)	Trimestres		Écart	Semestres		Écart
	2004	2003		2004	2003	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	36 709	2 992	33 717	129 667	65 315	64 352
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(10 828)	(5 221)	(5 607)	(19 404)	(7 253)	(12 151)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(18 185)	(14 430)	(3 755)	(31 538)	(19 422)	(12 116)
Variation nette des espèces et quasi-espèces	7 696	(16 659)	24 355	78 725	38 640	40 085

Au 30 avril 2004, les espèces et quasi-espèces s'établissaient à 427,9 millions de dollars (y compris un montant de 98,1 millions de dollars détenu en fiducie ou autrement réservé), comparativement à 349,1 millions de dollars (y compris un montant de 106,2 millions de dollars détenu en fiducie ou autrement réservé) au 31 octobre 2003. Notre bilan témoigne d'un fonds de roulement de 193,9 millions de dollars, soit un ratio de 1,5, en regard d'un fonds de roulement de 144,5 millions de dollars au 31 octobre 2003, soit un ratio de 1,4. Nous avons aussi accès à des lignes de crédit non utilisées totalisant 61,8 millions de dollars.

L'actif total a monté de 75,0 millions de dollars, soit 10,5 %, passant de 714,8 millions de dollars au 31 octobre 2003 à 789,8 millions de dollars, conséquence principale de la hausse des espèces et quasi-espèces de 78,8 millions de dollars. L'avoir des actionnaires a augmenté de 51,0 millions de dollars, soit de 241,3 millions de dollars au 31 octobre 2003 à 292,3 millions de dollars, et ce, grâce surtout au bénéfice net de 48,3 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2004.

#### Activités d'exploitation

Pour le trimestre, des flux de trésorerie de 36,7 millions de dollars proviennent des activités d'exploitation, soit 33,7 millions de dollars de plus qu'au trimestre correspondant de 2003. De plus, pour le premier semestre de l'exercice 2004, des flux de trésorerie de 129,7 millions de dollars proviennent des activités d'exploitation, soit 64,4 millions de dollars de plus qu'à la même période en 2003. Ces hausses tiennent principalement aux solides marges réalisées au cours de ces périodes.

#### Activités d'investissement

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement pour le trimestre à l'étude ont été de 5,6 millions de dollars supérieurs à ceux du trimestre correspondant de 2003 et ont été de 12,1 millions de dollars supérieurs à ceux du premier semestre 2003, en raison du montant de 9,6 millions de dollars au comptant versé pour l'acquisition de Jonview.

#### Activités de financement

Pour le trimestre, les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont totalisé 3,8 millions de dollars de plus qu'au trimestre correspondant de 2003. Pour le premier semestre de l'exercice 2004, ils ont totalisé 12,1 millions de dollars de plus qu'à la même période en 2003. Ces hausses sont surtout attribuables à l'augmentation des remboursements de la dette à long terme et d'obligations en vertu de contrats de location-acquisition.

Une facilité de crédit renouvelable de 90,0 millions de dollars arrive à échéance en août 2004.

#### Ententes hors bilan

Dans le cours normal de ses affaires, Transat conclut des ententes et assume des obligations qui auront une incidence sur l'exploitation et les flux de trésorerie futurs de la société, dont certaines sont présentées au passif dans les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, au 30 avril 2004. Ces obligations s'élevaient à 32,1 millions de dollars au 30 avril 2004 (65,3 millions de dollars au 31 octobre 2003). Les obligations qui ne sont pas présentées au passif sont considérées comme des ententes hors bilan. Ces ententes contractuelles sont établies avec des entités qui ne sont pas consolidées par la société et sont constituées de :

- garanties;
- contrats de location-exploitation (y compris toute valeur résiduelle garantie).

Le montant total de la dette hors bilan qui peut être estimé s'élevait à environ 536,1 millions de dollars au 30 avril 2004 (529,9 millions de dollars au 31 octobre 2003) et se détaille comme suit :

	Au 30 avril 2004 \$	Au 31 octobre 2003 \$
<b>Garanties</b>		
Lettres de crédit irrévocables	30 656	42 724
Contrats de cautionnement	1 420	1 420
<b>Contrats de location-exploitation</b>		
Engagements en vertu de contrats de location-exploitation	426 527	411 188
Valeur résiduelle garantie	77 469	74 586
	<b>536 072</b>	<b>529 918</b>

Dans le cours normal des affaires, des garanties sont requises dans l'industrie du voyage afin d'offrir des indemnités et des garanties aux contreparties à certaines opérations, comme des contrats de location-exploitation, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement. Jusqu'à maintenant, Transat n'a pas versé de paiements importants en vertu de telles garanties. Les contrats de location-exploitation sont établis afin de permettre à la société de louer certains éléments plutôt que de les acquérir.

Nous croyons que la société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.

### **Endettement**

Au 30 avril 2004, l'endettement avait chuté par rapport au 31 octobre 2003.

La dette au bilan avait reculé de 33,3 millions de dollars, soit de 65,3 millions de dollars à 32,1 millions de dollars, en raison d'un remboursement de dette, et notre dette hors bilan avait augmenté de 6,2 millions de dollars, soit de 529,9 millions de dollars à 536,1 millions de dollars, en raison d'une hausse du taux de change, le tout se traduisant par une réduction de la dette totale de 27,1 millions de dollars par rapport au 31 octobre 2003.

Après déduction du total de la dette des espèces et quasi-espèces non détenues en fiducie ou autrement réservées, le montant net de la dette baisse de 32,3 %, soit de 352,3 millions de dollars à 238,4 millions de dollars.

### **OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES AFFAIRES**

Le conseil d'administration de Transat A.T. inc. a annoncé aujourd'hui qu'il avait obtenu l'autorisation de la Bourse de Toronto de lancer, pour une période de douze mois, une offre publique de rachat dans le cours normal des affaires. Dans l'avis, la société annonce son intention d'acquérir, à des fins d'annulation, jusqu'à un maximum de 1 662 847 actions ordinaires de la société, ce qui représente 5 % des actions ordinaires émises et en circulation et 5,9 % du flottant des actions ordinaires, et un maximum de 25 546 débetures convertibles, ce qui représente 5 % du flottant des débetures convertibles. Au 9 juin 2004, il y avait 33 256 955 actions ordinaires émises et en circulation et 510 920 débetures convertibles, pour un flottant respectif de 28 174 385 actions ordinaires et 510 920 débetures convertibles.

Ce programme vise à permettre à la société d'acheter des actions ordinaires et des débetures convertibles dans le cours normal des affaires, au moment où la société estime que les actions ordinaires ou les débetures convertibles sont sous-évaluées par le marché.

Ces achats doivent être effectués par l'entremise de la Bourse de Toronto conformément à sa politique sur les offres publiques de rachat dans le cours normal des affaires. Le prix que la société paiera pour toute action ordinaire ou débenture convertible sera le cours au moment de l'acquisition plus les frais de courtage. Les achats commenceront vers le 15 juin 2004 et prendront fin au plus tard le 14 juin 2005.

## MODIFICATIONS COMPTABLES

Au cours du premier semestre de 2004, nous avons adopté les modifications du chapitre 3870 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés («ICCA»), «Rémunérations et autres paiements à base d'actions», ainsi que la note d'orientation concernant la comptabilité 13 (NOC-13), «Relations de couverture». Nous avons également modifié la méthode de comptabilisation d'un de nos placements à long terme.

En date du 1<sup>er</sup> novembre 2003, Transat a adopté les modifications présentées dans le chapitre 3870 du Manuel de l'ICCA. Ces modifications exigent que la méthode de comptabilisation à la juste valeur soit appliquée aux attributions consenties aux employés, qui n'avaient pas été comptabilisées auparavant à la juste valeur. Par conséquent, les sociétés devront comptabiliser l'incidence de ces attributions dans leurs états financiers pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004. Les modifications peuvent être appliquées de façon rétroactive ou prospective. Cependant, seules les sociétés qui ont choisi la méthode de comptabilisation à la juste valeur pour les exercices ouverts avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004 pourront se prévaloir de l'application prospective. Ainsi, toutes les sociétés qui ont choisi d'adopter la méthode de la juste valeur pour l'exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004 devront adopter l'application rétroactive, avec ou sans retraitement des périodes antérieures. L'adoption de ce chapitre n'a pas eu d'incidence sur nos résultats, notre situation financière ni nos flux de trésorerie étant donné qu'aucune attribution n'a été accordée aux employés au cours du semestre.

La NOC-13 est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2003. La NOC-13 traite de l'identification, la désignation, la documentation et l'efficacité des relations de couverture aux fins de la comptabilité de couverture. En outre, elle traite de la cessation de la comptabilité de couverture et établit les conditions d'application de la comptabilité de couverture. En vertu de la nouvelle note d'orientation, une société doit documenter ses relations de couverture et démontrer explicitement qu'elles sont suffisamment efficaces pour maintenir la comptabilisation des positions couvertes au moyen d'instruments dérivés. L'adoption de cette note d'orientation n'influera pas sur nos résultats, notre situation financière ni sur nos flux de trésorerie.

Depuis le 1<sup>er</sup> février 2004, nous ne comptabilisons plus notre placement dans Star à la valeur de consolidation étant donné que nous n'exerçons plus une influence notable sur cette entité. En conséquence, la valeur de notre placement dans Star correspondra à sa valeur comptable au 1<sup>er</sup> février 2004. Les dividendes accumulés reçus après le 1<sup>er</sup> février 2004 par la société sont portés en déduction de la valeur comptable de sa participation dans la mesure où leur montant cumulé excède sa quote-part du total des bénéfices réalisés ultérieurement par Star.

## PERSPECTIVES

Forts du succès de la dernière saison hivernale, nous nous tournons maintenant vers la saison estivale pour laquelle nous sommes d'un optimisme prudent. Les réservations déjà reçues ne nous permettent pas de formuler une prévision fiable puisque la majorité des réservations se fait de une à six semaines avant le départ.

Au Canada, les niveaux des réservations pour la saison estivale devancent dans l'ensemble ceux de l'an dernier d'environ 13 %, et nos réservations pour les destinations européennes ont presque atteint leurs niveaux de 2002. Quant à nos marges, bien que les prix n'aient pas atteint leurs niveaux antérieurs au SRAS, nos efforts de réduction des coûts du transporteur aérien devancent le plan prévu. L'incidence de la hausse récente du coût du carburant sera en partie atténuée par notre programme de couvertures, les suppléments de carburant et les retombées du raffermissement du dollar canadien. La saison estivale au Canada commence donc bien.

En France, nos initiatives relatives à Look Voyages sont sur la bonne voie pour ce qui est de réduire notre risque lié au nombre de passagers en vol sec et d'accroître le nombre de forfaits vacances. Nous prévoyons toutefois une vive concurrence pour la capacité et les prix au cours de la saison estivale. Par conséquent, nous n'entrevoions pas d'amélioration des résultats de Look Voyages pendant la saison estivale comparativement à l'année précédente. Nous continuerons de soutenir Look Voyages dans ses efforts de redressement et nous intensifions nos efforts et révisons notre plan concernant Look Voyages à la lumière des résultats financiers et prévoyons faire approuver ce plan révisé par le conseil d'administration de Transat A.T. inc. d'ici la fin de l'exercice en cours.

Au début du deuxième trimestre, nous avons cessé de comptabiliser notre placement dans Star, notre société aérienne française, à la valeur de consolidation parce que nous ne sommes pas en mesure d'exercer une influence notable sur cette société. Par conséquent, nous ne comptabiliserons pas de quote-part du bénéfice net de Star pour la prochaine saison estivale. À la saison estivale 2003, nous avons constaté un bénéfice net après impôts de 3,7 millions de dollars, dont la majeure partie avait été comptabilisée au quatrième trimestre de 2003.

La rentabilité de nos autres activités françaises devance les résultats de l'an dernier.

Dans l'ensemble, nous sommes en voie d'atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés. Au fond, nous avons fait ce que nous avons dit et avons prouvé que notre stratégie à long terme était la bonne ligne de conduite à adopter pour nous. Maintenant, nous devons intensifier nos efforts à l'égard de Look Voyages et nous préparer à affronter une saison exigeante en France.

# Bilans consolidés

(en milliers de dollars)

	Au 30 avril 2004 (Non vérifié) \$	Au 31 octobre 2003 (Vérifié) \$
<b>Actif</b>		
<b>Actif à court terme</b>		
Espèces et quasi-espèces [note 3]	427 850	349 125
Débiteurs	74 469	72 929
Actifs d'impôts futurs	942	959
Stocks	7 120	7 829
Frais payés d'avance	35 491	40 379
Tranche récupérable à moins d'un an des dépôts	24 335	24 053
<b>Total de l'actif à court terme</b>	<b>570 207</b>	<b>495 274</b>
Dépôts	15 603	14 172
Actifs d'impôts futurs	7 952	13 371
Immobilisations corporelles	94 992	101 741
Écarts d'acquisition	81 245	69 682
Autres actifs	19 758	20 517
	<b>789 757</b>	<b>714 757</b>
<b>Passif et avoir des actionnaires</b>		
<b>Passif à court terme</b>		
Créditeurs et charges à payer	228 486	181 971
Impôts sur les bénéfices à payer	16 613	2 699
Dépôts de clients et revenus reportés	130 340	146 025
Versements sur la dette à long terme et sur les obligations en vertu de contrats de location-acquisition échéant à moins d'un an	910	20 102
<b>Total du passif à court terme</b>	<b>376 349</b>	<b>350 797</b>
Dette à long terme	—	4 811
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition	—	10 437
Débetures [note 4]	31 145	29 981
Excédent de la provision pour remise en état des moteurs et cellules sur les dépôts	50 586	43 495
Part des actionnaires sans contrôle et autres passifs	22 180	22 474
Passif d'impôts futurs	17 218	11 416
	<b>497 478</b>	<b>473 411</b>
<b>Avoir des actionnaires</b>		
Capital-actions [note 5]	114 164	111 247
Débetures convertibles et composante capitaux propres d'une débeture [note 4]	55 246	52 855
Bénéfices non répartis	116 972	70 336
Bons de souscription	4 068	4 122
Écarts de conversion reportés	1 829	2 786
	<b>292 279</b>	<b>241 346</b>
	<b>789 757</b>	<b>714 757</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

# États consolidés des résultats

(en milliers de dollars, sauf les montants par action) (non vérifiés)

	Périodes de trois (3) mois terminées les 30 avril		Périodes de six (6) mois terminées les 30 avril	
	2004	2003	2004	2003
	\$	\$	\$	\$
<b>Revenus</b>	<b>696 224</b>	<b>718 822</b>	<b>1 233 424</b>	<b>1 247 898</b>
Dépenses d'exploitation				
Coûts directs	357 484	368 762	641 328	618 865
Commissions	62 999	60 746	114 990	111 959
Salaires et bénéfices marginaux	55 888	62 366	111 409	123 553
Carburant d'aéronefs	29 441	40 713	54 614	75 629
Entretien	26 764	36 711	47 747	68 910
Loyer d'aéronefs	14 605	20 240	28 519	40 404
Frais d'aéroport et de navigation	11 555	14 714	25 279	29 675
Autres	58 147	74 124	113 252	133 658
	<b>616 883</b>	<b>678 376</b>	<b>1 137 138</b>	<b>1 202 653</b>
	<b>79 341</b>	<b>40 446</b>	<b>96 286</b>	<b>45 245</b>
Amortissement	8 716	10 432	18 935	21 488
Coûts de restructuration [note 6]	—	3 748	—	3 748
Intérêts sur la dette à long terme, les obligations en vertu de contrats de location-acquisition et les débetures	2 149	2 219	4 114	4 871
Autres intérêts et frais financiers	664	697	1 118	2 104
Revenus d'intérêts et autres	(3 784)	(1 768)	(6 225)	(4 112)
Gain de change sur les éléments monétaires à long terme	(132)	(1 755)	(761)	(2 795)
Quote-part (du bénéfice net) de la perte nette des sociétés satellites	(349)	1 289	1 628	3 551
	<b>7 264</b>	<b>14 862</b>	<b>18 809</b>	<b>28 855</b>
<b>Bénéfice avant les postes suivants</b>	<b>72 077</b>	<b>25 584</b>	<b>77 477</b>	<b>16 390</b>
Impôts sur les bénéfices (récupération)				
Exigibles	16 280	543	16 661	(182)
Futurs	10 221	9 697	12 697	8 163
	<b>26 501</b>	<b>10 240</b>	<b>29 358</b>	<b>7 981</b>
<b>Bénéfice avant part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales</b>	<b>45 576</b>	<b>15 344</b>	<b>48 119</b>	<b>8 409</b>
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	(123)	32	141	(7)
<b>Bénéfice net de la période</b>	<b>45 453</b>	<b>15 376</b>	<b>48 260</b>	<b>8 402</b>
Résultat de base par action	1,35	0,45	1,41	0,21
Résultat dilué par action	1,10	0,39	1,18	0,21

# États consolidés des bénéfices non répartis

(en milliers de dollars) (non vérifiés)

	Périodes de six (6) mois terminées les 30 avril	
	2004	2003
	\$	\$
<b>Bénéfices non répartis au début de la période, solde déjà reporté</b>	<b>70 336</b>	<b>30 243</b>
Modification d'une convention comptable	—	(1 607)
<b>Bénéfices non répartis au début de la période</b>	<b>70 336</b>	<b>28 636</b>
Bénéfice net de la période	48 260	8 402
Intérêts sur la composante capitaux propres de débetures, déduction faite des impôts y afférents de 755 \$ [766 \$ en 2003]	(1 624)	(1 557)
<b>Bénéfices non répartis à la fin de la période</b>	<b>116 972</b>	<b>35 481</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

# États consolidés des flux de trésorerie

(en milliers de dollars) (non vérifiés)

	Périodes de trois (3) mois terminées les 30 avril		Périodes de six (6) mois terminées les 30 avril	
	2004 \$	2003 \$	2004 \$	2003 \$
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>				
Bénéfice net de la période	45 453	15 376	48 260	8 402
Imputations à l'exploitation ne nécessitant pas de sortie (rentrées) de fonds				
Amortissement	8 716	10 432	18 935	21 488
Coûts de restructuration	—	720	—	720
Gain de change sur les éléments monétaires à long terme	(132)	(1 755)	(761)	(2 795)
Quote-part (du bénéfice net) de la perte nette des sociétés satellites	(349)	1 289	1 628	3 551
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	123	(32)	(141)	7
Impôts futurs	10 221	9 697	12 697	8 163
Intérêts sur des débetures	204	190	412	408
<b>Marge brute d'autofinancement</b>	<b>64 236</b>	<b>35 917</b>	<b>81 030</b>	<b>39 944</b>
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liée à l'exploitation	(42 198)	(42 612)	40 364	10 273
Variation nette dans les dépôts, coûts et provision pour remise en état des moteurs et cellules	14 671	9 687	8 273	15 098
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>	<b>36 709</b>	<b>2 992</b>	<b>129 667</b>	<b>65 315</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>				
Augmentation de dépôts	(509)	(66)	(4 728)	(877)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(7 317)	(6 110)	(9 245)	(9 660)
Autres actifs	504	370	(1 925)	319
Remboursement de dépôts	4 146	585	4 146	2 965
Dividendes	431	—	431	—
Espèces et quasi-espèces d'une société acquise [note 7]	1 623	—	1 623	—
Contrepartie pour une société acquise [note 7]	(9 706)	—	(9 706)	—
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>	<b>(10 828)</b>	<b>(5 221)</b>	<b>(19 404)</b>	<b>(7 253)</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>				
Emprunt bancaire	—	(7 990)	—	(7 960)
Intérêts sur débetures convertibles	(2 300)	(2 300)	(2 300)	(2 300)
Remboursement de la dette à long terme et des obligations en vertu de contrats de location-acquisition	(20 692)	(4 808)	(35 810)	(11 913)
Produit de l'émission d'actions ordinaires	1 368	744	2 850	744
Produit de l'émission d'une débeture [note 4]	3 156	—	3 156	—
Autres éléments de passif	283	(76)	566	2 007
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<b>(18 185)</b>	<b>(14 430)</b>	<b>(31 538)</b>	<b>(19 422)</b>
<b>Variation nette des espèces et quasi-espèces</b>	<b>7 696</b>	<b>(16 659)</b>	<b>78 725</b>	<b>38 640</b>
<b>Espèces et quasi-espèces au début de la période</b>	<b>420 154</b>	<b>315 422</b>	<b>349 125</b>	<b>260 123</b>
<b>Espèces et quasi-espèces à la fin de la période</b>	<b>427 850</b>	<b>298 763</b>	<b>427 850</b>	<b>298 763</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

# Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

[Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers à l'exception des actions ordinaires, options, des montants par option et par action] [non vérifiés]

## Note 1 Base de présentation

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés par la société conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour les états financiers intermédiaires et suivent les mêmes conventions et méthodes comptables que les plus récents états financiers annuels, à l'exception des modifications de conventions comptables décrites à la note 2. De l'avis de la direction, tous les ajustements nécessaires à une image fidèle sont reflétés dans les états financiers consolidés intermédiaires. Ces ajustements sont normaux et récurrents. Les activités de la société sont cycliques, par conséquent les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels vérifiés et les notes y afférentes inclus dans le rapport annuel de la société de l'exercice 2003.

## Note 2 Modification de conventions comptables

### Relations de couverture

Le 1<sup>er</sup> novembre 2003, la société a adopté la note d'orientation concernant la comptabilité 13 (NOC-13), «Relations de couverture» du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'«ICCA»). Cette note d'orientation traite de l'identification, la désignation, la documentation et l'efficacité des relations de couverture aux fins de la comptabilité de couverture. En outre, elle traite de la cessation de la comptabilité de couverture et établit les conditions d'application de la comptabilité de couverture. En vertu de la nouvelle note d'orientation, une société doit documenter ses relations de couverture et démontrer explicitement qu'elles sont suffisamment efficaces pour maintenir la comptabilisation des positions couvertes au moyen d'instruments dérivés. Conformément à la note d'orientation, les gains et les pertes relatifs aux instruments dérivés désignés admissibles à la comptabilité de couverture sont constatés dans l'état des résultats au cours de la même période que l'élément couvert. Les instruments dérivés qui ne sont plus admissibles à la comptabilité de couverture sont constatés à la juste valeur dans le bilan et toute variation subséquente de la juste valeur est constatée dans l'état des résultats. L'adoption de cette note d'orientation n'a pas eu d'incidence sur les résultats, la situation financière et les flux de trésorerie de la société.

### Rémunérations et autres paiements à base d'actions

Le 1<sup>er</sup> novembre 2003, la société a adopté prospectivement les modifications qui ont été apportées au chapitre 3870 «Rémunérations et autres paiements à base d'actions» du Manuel de l'ICCA. Les modifications exigent que la méthode de comptabilisation à la juste valeur soit appliquée aux attributions consenties aux employés et qu'une charge de rémunération soit comptabilisée; ces modifications s'appliquent à partir des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004. Les modifications peuvent être appliquées de façon rétroactive, avec ou sans retraitement, ou prospective. Cependant, seules les sociétés qui ont choisi la méthode de comptabilisation à la juste valeur pour les exercices ouverts avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004 peuvent se prévaloir de l'application prospective. L'adoption de ces modifications n'a pas eu d'incidence sur les résultats, la situation financière et les flux de trésorerie de la société puisque aucune attribution n'a été consentie au cours de la période de six mois terminée le 30 avril 2004.

### Placements

Le 1<sup>er</sup> février 2004, la société a cessé d'être en mesure d'exercer une influence notable sur sa société satellite Star Airlines S.A. [«Star»]. Par conséquent, le placement dans Star a été comptabilisé à sa valeur d'acquisition à partir de cette date. Toujours à partir du 1<sup>er</sup> février 2004, les dividendes reçus par la société seront portés en déduction de la valeur de son placement dans Star

dans la mesure où leur montant cumulé excède la quote-part de la société du total des bénéfices réalisés ultérieurement par Star. Au cours de la période de trois mois terminée le 30 avril 2004, la société a reçu un dividende de 880 000 € [1 416 000 \$] dont 694 000 € [1 116 000 \$] a été comptabilisé aux résultats et 186 000 € [300 000 \$] a été porté en réduction du placement dans Star, inclus dans la rubrique «Autres actifs». Auparavant, le placement était comptabilisé selon la méthode de la valeur de consolidation.

### Note 3

#### Espèces et quasi-espèces

	Au 30 avril 2004 \$	Au 31 octobre 2003 \$
Espèces et quasi-espèces	329 744	242 952
Espèces en fiducie ou autrement réservées	98 106	106 173
	427 850	349 125

Les espèces en fiducie ou autrement réservées représentent des fonds reçus de clients pour lesquels les services n'avaient pas été rendus.

### Note 4

#### Débetures

Le 6 avril 2004, D.M.C. Transat inc. [«DMC»] a émis une débeture au montant de 3 156 000 \$ au Fonds de Solidarité FTQ, un actionnaire minoritaire, portant intérêt au taux de 6 % en relation avec l'acquisition de Jonview Corporation [«Jonviews»] [voir note 7]. La débeture est remboursable en un seul versement en septembre 2009 en espèces ou en actions de la société au gré de cette dernière. La débeture est également rachetable par anticipation au gré de DMC à partir d'avril 2007 moyennant une prime procurant au détenteur un rendement de 9 % depuis l'émission, compte tenu des intérêts annuels déjà versés et comptabilisés au taux de 6 %.

Les composantes initiales passif et capitaux propre de la débeture s'établissaient respectivement à 802 000 \$ et 2 354 000 \$. Au 30 avril 2004, les composantes passif et capitaux propres de la débeture s'établissaient respectivement à 794 000\$ et 2 362 000 \$.

### Note 5

#### Capital-actions

##### a) Capital-actions

##### Autorisé

Un nombre illimité d'actions ordinaires.

Un nombre illimité d'actions privilégiées, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

##### Émis et en circulation

	Période de six (6) mois terminée le 30 avril 2004	
	Nombre d'actions	Montant (\$)
<b>Actions ordinaires</b>		
Solde au 31 octobre 2003	32 863 553	111 247
Levées d'options	296 410	2 120
Émission d'actions de la trésorerie	44 047	604
Exercice de bons de souscription	18 625	180
Conversion de débetures	1 484	13
Solde au 30 avril 2004	33 224 119	114 164

b) Options  
Options émises et en circulation

	Période de six (6) mois terminée le 30 avril 2004	
	Nombre d'options	Prix moyen pondéré (\$)
Solde au 31 octobre 2003	2 281 666	6,75
Exercées	(296 410)	6,93
Annulées	(88 060)	7,53
Solde au 30 avril 2004	1 897 196	6,65
Options pouvant être exercées au 30 avril 2004	1 325 331	7,46

c) Résultat par action

Les résultats par action de base et les résultats dilués par action ont été calculés comme suit pour les périodes de trois et six mois terminées les 30 avril 2004 et 2003 :

	Périodes de trois (3) mois terminées les 30 avril		Périodes de six (6) mois terminées les 30 avril	
	2004 \$	2003 \$	2004 \$	2003 \$
<b>Numérateur</b>				
Bénéfice net	45 453	15 376	48 260	8 402
Intérêts sur débtures convertibles	(791)	(768)	(1 594)	(1 557)
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	44 662	14 608	46 666	6 845
Intérêts sur débtures convertibles	791	768	1 594	—
Intérêts sur débtures pouvant être réglées en actions ordinaires	23	38	44	114
Bénéfice servant au calcul du résultat dilué par action	45 476	15 414	48 304	6 959
<b>Dénominateur</b>				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	33 160	32 758	33 048	32 726
Débtures convertibles	5 841	5 841	5 841	—
Débtures pouvant être réglées en actions ordinaires	358	495	420	462
Options d'achat d'actions	1 158	—	1 066	—
Bons de souscription	814	—	709	—
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du résultat dilué par action	41 331	39 094	41 084	33 188
Résultat par action	1,35	0,45	1,41	0,21
Résultat dilué par action	1,10	0,39	1,18	0,21

Les bons de souscriptions n'ont pas été pris en compte dans le calcul du résultat dilué par action de la période de trois mois terminée le 30 avril 2003 en raison de leur effet antidilutif. L'incidence potentielle de ces titres sur le dénominateur est de 1 421 225 actions pour la période de trois mois terminée

le 30 avril 2003. Aux fins du calcul du résultat dilué par action de la période de six mois terminée le 30 avril 2003, les débetures convertibles et les bons de souscription n'ont pas été pris en compte en raison de leur effet antidilutif. L'incidence potentielle de ces titres sur le dénominateur est de 7 261 796 actions pour la période de six mois terminée le 30 avril 2003. De plus, 1 977 823 options d'achat d'actions ordinaires ont été exclu du calcul du résultat par action des périodes de trois et six mois terminées le 30 avril 2003 puisque le prix d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen des actions de la société pour les périodes respectives.

#### Note 6

##### Coûts de restructuration

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2003 et à la suite de l'élaboration d'un programme de restructuration, la société a procédé à des changements au niveau de sa structure de gestion ainsi qu'à une réorganisation qui touchait la nature et le dosage de ses activités en France et au Canada. Les coûts de restructuration relativement à ce programme ont été comptabilisés au cours de ce même exercice.

Le solde au 31 octobre 2003 de la provision de restructuration s'établissait à 6 104 000 \$. Au cours de la période de trois mois terminée le 30 avril 2004 la société a effectué des déboursés totalisant 3 546 000 \$; ramenant ainsi le solde de la provision à 2 558 000 \$ au 30 avril 2004. La société prévoit effectuer les derniers déboursés liés à la provision de restructuration avant la fin du présent exercice.

#### Note 7

##### Acquisition

Le 8 avril 2004, une filiale de la société a acquis, en partenariat avec le Fonds de Solidarité FTQ, le solde des actions en circulation (50 %) de Jonview un voyageur réceptif, pour une contrepartie totale de 12 771 000 \$, incluant des frais d'acquisition de 113 000 \$. Un montant en espèces de 9 593 000 \$ a été versé à la clôture de la transaction et le solde de 3 065 000 \$ sera déboursé en espèces en trois versements échelonnés jusqu'en septembre 2006. La portion de l'actionnaire minoritaire a été financée, en partie, par l'émission d'une débeture [voir note 4]. Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple. Les résultats de Jonview ont été consolidés à compter de la date d'acquisition. Avant cette date, les résultats étaient comptabilisés selon la méthode de la consolidation proportionnelle. À l'issue de ces transactions, la participation de la société dans Jonview est maintenant de 80,1 %.

	\$
<b>Éléments d'actif acquis</b>	
Espèces et quasi-espèces	1 623
Actif d'exploitation à court terme hors caisse	1 635
Immobilisations	798
Écart d'acquisition	11 956
<b>Éléments de passif assumés</b>	16 012
Passif d'exploitation à court terme hors caisse	3 033
Dettes à long terme	208
	3 241
<b>Actif net acquis à la juste valeur</b>	<b>12 771</b>

## Note 8

### Informations sectorielles

La société a déterminé qu'elle exerce ses activités dans un seul secteur d'exploitation, à savoir les voyages vacances. Ainsi, les états consolidés des résultats incluent toutes les informations requises. En ce qui a trait aux secteurs géographiques, la société exerce ses activités principalement au Canada et en Europe.

	Période de trois (3) mois terminée le 30 avril 2004			Période de six (6) mois terminée le 30 avril 2004		
	Canada \$	France et autres \$	Total \$	Canada \$	France et autres \$	Total \$
Revenus	554 479	141 745	696 224	993 373	240 051	1 233 424
Dépenses d'exploitation	470 897	145 986	616 883	884 185	252 953	1 137 138
	83 582	(4 241)	79 341	109 188	(12 902)	96 286
Amortissement	7 552	1 164	8 716	16 612	2 323	18 935
Acquisition d'immobilisations	6 389	928	7 317	8 162	1 083	9 245
Immobilisations et écart d'acquisition <sup>[1]</sup>				128 912	47 325	176 237

	Période de trois (3) mois terminée le 30 avril 2003			Période de six (6) mois terminée le 30 avril 2003		
	Canada \$	France et autres \$	Total \$	Canada \$	France et autres \$	Total \$
Revenus	558 987	159 835	718 822	976 336	271 562	1 247 898
Dépenses d'exploitation	517 743	160 633	678 376	921 857	280 796	1 202 653
	41 244	(798)	40 446	54 479	(9 234)	45 245
Amortissement	8 692	1 740	10 432	17 997	3 491	21 488
Acquisition d'immobilisations	3 529	2 581	6 110	6 740	2 920	9 660
Immobilisations et écart d'acquisition <sup>[2]</sup>				128 816	42 607	171 423

<sup>[1]</sup> Au 30 avril 2004.

<sup>[2]</sup> Au 31 octobre 2003.

## Note 9

### Garanties

Dans le cours normal de ses affaires, la société a conclu des ententes dont certaines dispositions répondent à la définition de garantie. Ces ententes prévoient des indemnités et des garanties pour la contrepartie dans des opérations telles que contrats de location-exploitation, lettres de crédit irrévocables et contrats de cautionnement.

Ces ententes peuvent obliger la société à indemniser une contrepartie pour les coûts ou pertes attribuables à divers événements tels que non-conformité à des déclarations antérieures ou à la garantie, perte ou endommagement de biens, réclamations pouvant survenir pendant la prestation de services et passif environnemental.

Les notes 9, 10, 11, 13 et 20 des états financiers vérifiés 2003 fournissent des informations au sujet de certaines de ces ententes. Les paragraphes qui suivent présentent des informations supplémentaires.

#### **Contrats de location-exploitation**

La plupart des contrats de location d'espaces dans les aéroports et d'autres biens immobiliers signés par les filiales de la société comportent des clauses générales d'indemnisation les engageant, en tant que preneur, à indemniser le bailleur en cas de passif lié à l'utilisation des biens loués. Ces baux viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2028. La nature de ces ententes varie selon les contrats de telle sorte que la société ne peut estimer le montant total que ses filiales pourraient être appelées à verser à ses bailleurs. Il n'e s'est jamais produit qu'une filiale de la société doive verser un montant appréciable en vertu de ce genre d'entente; par ailleurs, la société et ses filiales sont protégées par une assurance-responsabilité pour ce genre de situation.

#### **Lettres de crédit irrévocables**

La société a signé des lettres de crédit irrévocables avec certains de ses fournisseurs. En vertu de ces lettres de crédit, la société garantit le paiement de certains services touristiques, tels que chambres d'hôtel, qu'elle s'est engagée à payer, peu importe qu'elle les vende ou non. Ces ententes, qui portent sur des blocs de services touristiques considérables, sont généralement émises pour un an et sont renouvelables. La société a également remis aux organismes provinciaux de réglementation de l'Ontario et de la Colombie-Britannique des lettres de crédit garantissant certaines sommes à ses clients pour l'exécution de ses obligations. Au 30 avril 2004, les garanties totales données par la société en vertu de ces lettres de crédit s'élevaient à 20 146 000 \$. Il n'e s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces lettres de crédit.

#### **Contrats de cautionnement**

La société a signé des contrats de cautionnement par lesquels elle garantit un montant prescrit à ses clients à la demande des organismes de réglementation, au sujet de l'exécution des obligations comprises dans les mandats de ses clients pendant la durée des permis accordés à la société pour ses activités de grossiste et d'agences de voyages dans la province de Québec. Ces ententes sont généralement émises pour un an et sont renouvelables chaque année. Au 30 avril 2004, le montant total de ces garanties s'élevait à 1 420 000 \$. Il n'e s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces ententes.

Au 30 avril 2004, aucune somme n'était comptabilisée en vertu des ententes mentionnées ci-dessus.

#### **Note 10**

##### ***Événements postérieurs à la date du bilan***

Le 10 juin 2004, la société a acquis une participation additionnelle de 50 % dans Tourgreece S.A. («Tourgreece»), un voyageur réceptif, pour une contrepartie en espèces de 1 578 000 € [2 600 000 \$]. Cette acquisition sera comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple et les résultats de Tourgreece seront consolidés à ceux de la société à compter de la date d'acquisition. Avant cette date, les résultats étaient comptabilisés selon la méthode de la valeur de consolidation.

À l'issue de cette transaction, la participation de la société dans Tourgreece sera de 90 %. En vertu de l'entente, la société bénéficie d'une option d'achat relativement à l'acquisition du solde des actions qu'elle peut exercer en tout temps avant 2011.